

Points clés

- Les MiG-31 pourraient constituer une part importante du système de défense antiaérienne/antimissile russe dans le cas d'un déploiement de missiles de portée intermédiaire en Europe.
- Face à la « guerre hybride » américaine, Moscou doit durcir sa politique à l'égard d'Internet, mobiliser les conservateurs russes et renforcer l'encadrement idéologique de la jeunesse russe.
- Du fait de ses capacités aériennes, antiaériennes et antinavires, la Russie ne devrait pas être menacée par le renforcement de la présence navale de l'OTAN en mer Noire.
- La Russie doit cesser de se considérer comme un pays de la périphérie européenne, mais s'envisager comme une puissance eurasiatique et renforcer son « pivot vers l'Asie » sur les plans économique et diplomatique.

Nucléaire et dissuasion

Selon le général-lieutenant V. Gorbtcenko, après l'abandon du traité sur les Forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI), Moscou doit se tenir prêt au déploiement en Europe de missiles visant la Russie. Or, **l'utilisation de MiG-31 combinée à l'utilisation de systèmes de défense antiaérienne basés au sol pourrait constituer un bouclier efficace contre les missiles de portée intermédiaire.** La formation (débutée récemment) des équipages de MiG-31 à l'interception des missiles balistiques s'inscrit dans cette logique (*Izvestia*, 9 mars 2021).

« Guerre hybride » / cyber

Pour A. Ilnitski, conseiller du ministre de la Défense, **Moscou doit prendre des mesures contre la « guerre hybride », de plus en plus offensive, que Washington mène à son encontre.** Les cibles principales de cette agression, essentiellement informationnelle, sont V. Poutine, les *siloviki* et l'Église orthodoxe. Moscou devrait 1) créer un « internet souverain » et bloquer tout site relayant les manifestations illégales de l'opposition ; 2) former des responsables civils et militaires spécialisés dans la guerre informationnelle ; 3) les jeunes urbains « connectés » étant une source majeure d'instabilité politique, il faut renouveler la politique à l'égard de la jeunesse, notamment en utilisant davantage le numérique comme vecteur de l'idéologie ; 4) reprendre un dialogue actif avec la majorité conservatrice dans la population, pilier du régime (*Krasnaïa Zvezda*, 20 février 2021).

Après que Moscou a ralenti Twitter sur le web russe, S. Tkatchenko, de l'Université de Saint-Petersbourg, estime que **la définition de règles de conduite communes entre tous les acteurs du cyberspace afin de convenir de normes de sécurité est une nécessité.** La solution consistant à se déconnecter de l'internet mondial montrerait la faiblesse de la cyberdéfense russe et aurait des conséquences économiques négatives (*Izvestia*, 12 mars 2021).

Contexte stratégique

Pour M. Khodarenok, expert militaire de Gazeta.ru, **le déploiement de navires de l'OTAN dans la mer Noire en soutien à l'Ukraine ne constitue pas une menace vitale pour la Russie. Celle-ci conservera l'avantage militaire du fait de ses capacités aériennes** et de défense antiaérienne, y compris si ses adversaires se coalisent. Par ailleurs, la Russie dispose de capacités antinavires significatives et pourra donc détruire tout type de bâtiment adverse en tirant depuis la côte. Moscou doit cependant rester vigilant quant à la restauration de la flotte ukrainienne, qui s'accélère. Kiev pourrait commencer par constituer une « flotte moustique » avant de déployer, dans un avenir proche, de grands bâtiments de type corvettes et destroyers, modifiant l'équilibre des forces régional (*Gazeta.ru*, 16 mars 2021).

Pour S. Karaganov (Haut collègue d'économie, Conseil de politique étrangère et de défense), **la Russie ne pourra pas puiser les ressources pour son développement dans ses relations avec les pays d'Asie centrale ou d'Europe orientale.** Dans une certaine mesure, il lui est bénéfique d'être libérée du fardeau économique que constituait l'Ukraine. Dans son voisinage, la Russie doit se contenter de maintenir une relative stabilité. Dans la mesure où l'essentiel de ses ressources se trouvent en Sibérie et en Extrême-Orient, il convient d'accentuer le « pivot vers l'Asie », de se rapprocher

Points clés

- Dans un contexte de tensions avec Washington, Moscou doit recentrer sa politique américaine sur la dissuasion et la prévention des incidents militaires. Elle doit aussi s'autonomiser vis-à-vis de Washington sur les dossiers internationaux critiques (Iran, Corée du Nord).
 - Les nouvelles sanctions américaines auront peu de répercussions sur les intérêts russes et ne conduiront pas Moscou à réviser sa politique intérieure et étrangère.
 - Malgré l'adoption de nouvelles sanctions contre la Russie, Moscou doit maintenir le dialogue avec l'Union européenne, qui reste un interlocuteur plus constructif que Washington.
 - Minsk n'a pas l'intention d'ouvrir une base russe sur son territoire, mais pourrait accueillir des avions, voire des bataillons tactiques russes, selon le principe de rotation, comme ses voisins membres de l'OTAN.
 - Moscou n'est plus disposé à « régler les problèmes » de ses voisins sauf en cas de risque humanitaire sérieux ou de menace pour la sécurité de la Russie.
-

de la Chine et (dans un souci d'équilibre) d'autre pays asiatiques. Si une telle stratégie est poursuivie, **dans les six à huit ans à venir, la Russie pourrait réaliser 50 % de ses échanges avec l'Asie et 30 % avec l'Europe**. Ce rééquilibrage doit également se traduire dans l'activité diplomatique. Enfin, la Russie doit se considérer non plus comme la périphérie de l'Occident et de l'Asie, mais comme l'« Eurasie du Nord ». Sur la scène internationale, elle doit apparaître comme le défenseur de la sécurité et de la liberté des peuples, et réaffirmer aussi son attachement aux valeurs traditionnelles (*Ekspert*, 1^{er} mars 2021).

Russie /Occident

Après la « passe d'armes » entre J. Biden et V. Poutine, D. Trénine, du Centre Carnegie de Moscou, formule plusieurs préconisations pour la politique américaine de la Russie. Celle-ci doit : 1) prévenir le risque d'incidents entre les forces armées russes et celles de l'OTAN ; 2) renforcer la dissuasion contre les États-Unis, l'étendre au cyberspace et à l'espace, tout en évitant la course aux armements ; 3) à l'égard de l'Iran et de la Corée du Nord, mener une politique en fonction de ses propres intérêts et non des priorités américaines ; intensifier sa coopération avec d'autres négociateurs dont la Chine ; 4) se tenir à distance du conflit sino-américain ; 5) renoncer à s'ingérer dans la politique intérieure américaine, mais adopter une stratégie constructive et dépolitisée à l'égard des milieux d'affaires et de la société civile américaine (*Centre Carnegie de Moscou*, 19 mars 2021).

Pour l'expert (sans affiliation connue) V. Frolov, **les premières sanctions de l'administration Biden contre la Russie, adoptées début mars, auront peu de répercussions sur les intérêts économiques russes**. En particulier, l'absence de mesures lourdes telles qu'un blocage du système SWIFT montre que Washington adopte une approche mesurée. Moscou se contentera probablement de répondre par des mesures symétriques contre des membres des services de renseignement américains. En tout état de cause, **il est illusoire de penser que les sanctions, ou un éventuel boycott américain du prochain sommet au format « P5 », conduiront Moscou à libérer l'opposant A. Navalny**. Au contraire, le Kremlin y résistera, afin de montrer l'impuissance de Washington (*Republic*, 5 mars 2021).

A. Kortounov, directeur général du *Russian International Affairs Council* (RIAC), estime que **Moscou aurait intérêt à répondre aux nouvelles sanctions européennes visant les *siloviki* par des mesures symétriques (donc sans effets majeurs), tout en cherchant à trouver des « points de contacts » avec l'Union européenne**. Celle-ci reste ouverte au dialogue, contrairement à Washington. En particulier, en raison des bonnes dispositions de Lisbonne à l'égard de Moscou, la présidence portugaise du Conseil de l'UE au premier semestre 2021 pourrait être favorable aux coopérations dans les domaines climatiques, sanitaires et technologiques (*Izvestia*, 23 février 2021).

Espace postsoviétique

Pour T. Bordatchev (Club Valdai et Haut collège d'économie), **l'absence d'ingérence russe lors de la tentative de coup d'État fin février à Erevan révèle la nouvelle approche de Moscou** à l'égard de ses partenaires postsoviétiques. Hormis le cas très spécifique du Bélarus, Moscou n'interviendra dans les problèmes de ses voisins que pour deux motifs : en cas de menaces pour la sécurité de la Russie, et « pour des raisons éthiques », en cas de risque vital pour le pays partenaire et sa population (*Vzgliad*, 26 février 2021).

Bélarus

Selon l'expert militaire de *Voïenno-Polititicheskoïe Obozrenie* (Minsk) S. Ostryna, la proposition formulée par A. Loukachenka, à l'occasion de la session de coopération militaire russo-bélarusse du 2 mars, **d'accueillir des avions russes au Bélarus n'implique pas la création d'une base militaire russe dans ce pays à court terme**. Les appareils russes seraient déployés au sein des infrastructures militaires bélarusses. Cela permettrait à la Russie d'assurer la défense aérienne du pays directement depuis

Points clés

- Les experts russes sont divisés quant à la perspective d'une intervention militaire russe dans le Donbass ou en Crimée. Certains estiment que le Kremlin aurait intérêt à une escalade pour faire passer l'affaire Navalny au second plan.

- D'autres experts sont sceptiques quant à une reprise du conflit, Kiev n'ayant pas les moyens de prendre ce risque, indépendamment de l'acquisition de matériel militaire américain.

le sol biélorusse, et non plus depuis sa base de Smolensk. Par ailleurs, le Biélorus aurait intérêt à s'inspirer de ses voisins occidentaux en accueillant, selon un système de rotation, des groupements tactiques de niveau bataillon issus des forces aérospatiales russes (3 mars 2021).

Ukraine

A. Rykhline, rédacteur en chef de *Ej.ru*, estime que les signes précurseurs d'une escalade militaire dans le sud-est de l'Ukraine sont manifestes : déploiement de nouvelles unités dans la zone de conflit, mobilisation des réservistes, augmentation des équipements militaires des deux côtés de la ligne de front. Le Kremlin pourrait avoir intérêt à redéclencher un conflit ouvert avec l'Ukraine pour rehausser son prestige international et faire oublier l'affaire Navalny. **V. Poutine pourrait chercher à réaliser le « rêve » d'une partie de l'élite russe d'un corridor reliant le Donbass à la Transnistrie, contrôlé par la Russie** et privant l'Ukraine de ses accès à la mer. Moscou doit toutefois prendre conscience que les capacités de l'armée ukrainienne se sont sensiblement renforcées depuis sept ans (*Republic*, 12 mars 2021).

A. Makarkine, du Centre des technologies politiques, estime qu'**une escalade militaire dans le Donbass n'est pas à exclure, compte tenu du niveau de tension et de l'impasse du règlement du conflit**. V. Zelensky semble répondre à sa baisse de popularité par l'adoption d'une « ligne dure » à l'égard de Moscou. Son patriotisme affiché pourrait avoir des répercussions sur la politique de Kiev dans le Donbass. Le processus de Minsk est grippé depuis longtemps, mais le blocage de la situation actuelle est tel que même des avancées « techniques » sont impossibles. La distribution massive de passeports russes aux résidents du Donbass complique la donne : plus de 400 000 ont obtenu la citoyenneté russe. En cas de guerre, les deux parties seraient perdantes. **Le scénario ne suivrait pas le modèle du Haut-Karabagh, mais plutôt celui de l'Ossétie du Sud en 2008**. L'Ukraine perdrait la région, mais la Russie devrait faire face à un isolement international sans précédent (*Forbes.ru*, 5 mars 2021).

K. Sivkov, de l'Académie des sciences des missiles et d'artillerie, estime que l'Ukraine pourrait mener une guerre contre le Donbass avec l'appui d'armées occidentales (notamment britannique), mais aussi de la Turquie. Le renforcement de la coopération militaro-technique turco-ukrainienne suggère en effet qu'**Ankara pourrait être tenté de « rejouer » dans le Donbass le scénario du Haut-Karabagh** (*Voiennyi Promyshlennyi Kourier*, 15 mars 2021).

Pour M. Pogrebinski, du Centre des études politiques et des conflits de Kiev (de tendance prorusse), une intervention militaire ukrainienne dans le Donbass serait un *casus belli* pour Moscou. Indépendamment des livraisons d'armes américaines, l'armée ukrainienne serait vaincue et Kiev perdrait cette région. Dès lors, malgré les tendances bellicistes en Ukraine, **il est peu probable que les forces ukrainiennes se risquent à franchir la ligne de front** (*Aktoualnye Kommentarii*, 12 mars 2021).

Le journaliste de *Svobodnaïa Pressa* M. Zanevski estime pour sa part que deux facteurs rendent impossible une éventuelle « victoire éclair » de Kiev dans le Donbass, quel que soit le ratio matériel : d'une part, l'incompétence du haut commandement ukrainien ; d'autre part, la réticence de la plupart des Ukrainiens à partir au combat, y compris à l'ouest du pays (*Svobodnaïa Pressa*, 11 mars 2021).

Selon A. Lavrov, d'*Izvestia*, **Moscou ne doit pas se préoccuper de l'acquisition potentielle de chasseurs F-35 par l'Ukraine, car celle-ci n'en tirerait aucun avantage militaire**. D'une part, ces appareils ne permettraient pas à Kiev d'atteindre un équilibre des forces dans les airs avec Moscou. D'autre part, leur coût d'acquisition et d'entretien compromettrait la réalisation du programme de réarmement ukrainien. Pour sa part, l'expert militaire de *Gazeta.ru* M. Khodarenok estime que si l'Ukraine obtient le statut d'« allié majeur hors OTAN » pour les États-Unis, elle pourrait recevoir des systèmes d'armes, dont des F-35, à des conditions extrêmement favorables. Or **le déploiement de F-35 aux environs de Kharkiv et Marioupol serait préoccupant pour Moscou** (*Izvestia*, 17 mars 2021, *Gazeta.ru*, 20 mars 2021).

Selon le général-lieutenant et expert militaire Iou. Nekatchev, malgré l'adoption par

Points clés

- Erevan est confronté à une crise économique et politique qui accentue sa dépendance vis-à-vis des soutiens extérieurs. Dans le même temps, Erevan a des difficultés à maintenir une politique étrangère équilibrée.
- Malgré un fort ressentiment anti-Pachinian, l'épuisement de la population arménienne semble exclure toute nouvelle « révolution ».
- Certains experts soulignent les liens qu'entretient la Russie avec l'armée arménienne et son inaction lors de la tentative de coup d'État ; d'autres voient en elle un médiateur possible dans la crise politique que traverse Erevan.
- Moscou pourrait profiter des dissensions américano-saoudiennes pour vendre des systèmes d'armes utiles à Riyad dans le conflit au Yémen.

Kiev le 11 mars d'une « Stratégie de désoccupation de la Crimée » (document non publié) et la rhétorique menaçante de Kiev, **une intervention ukrainienne pour reprendre la péninsule est peu probable, compte tenu de la faiblesse militaire du pays**. Il n'est en revanche pas à exclure que l'Ukraine se livre à des provocations et tente d'obtenir le soutien de l'OTAN dans cet objectif. Dès lors, le renforcement des capacités russes et la conduite de manœuvres dans la zone doivent se poursuivre (*Nezavissimaïa Gazeta*, 14 mars 2021).

Caucase du Sud

O. Nikogossian et V. Ter-Matevossian, maîtres de conférences à l'Université américaine d'Arménie, estiment qu'Erevan **aura des difficultés à maintenir sa politique étrangère ambitieuse et multivectorielle après sa défaite au Haut-Karabagh et sa crise politique intérieure**. Pour la majorité de la population, l'amélioration de la situation socioéconomique est une priorité, et seule la Russie semble en mesure d'apporter une aide substantielle dans ce domaine. Dans le même temps, les poids lourds de la diaspora arménienne en Russie semblent davantage déterminés à obtenir la démission du pouvoir en place qu'à investir dans leur pays d'origine. Les capacités de Washington et Bruxelles à soutenir le développement arménien sont incertaines, même si l'administration Biden pourrait être davantage impliquée. En outre, face au regain de conflictualité russo-occidentale, Erevan aura des difficultés à maintenir un équilibre. En tout état de cause, la recherche de partenariats extérieurs est critique pour l'Arménie actuelle, à tel point que certains à Erevan plaident pour une restauration des relations avec Ankara (*Centre Carnegie de Moscou*, 3 mars 2021).

A. Iskandarian, directeur de l'Institut du Caucase, estime que la situation politique de l'Arménie de 2021 est très similaire à celle de 2018, avec des groupes d'opposition faibles et principalement unis par leur hostilité commune à un pouvoir politique délégitimé. Cependant, **marquée par une profonde apathie dans sa majorité, la société arménienne actuelle semble peu encline à initier une nouvelle « révolution de couleur »** (*Centre Carnegie de Moscou*, 2 mars 2021).

A. Khalatian, du RIAC, observe que N. Pachinian a profité de la loi martiale pour accroître son influence sur la police et les services secrets. Son opposition regroupe notamment le parti républicain, l'Église apostolique d'Arménie, une partie importante de la diaspora, et désormais l'armée. Moscou, pour sa part, a *de facto* soutenu l'opposition et les militaires lors de la tentative de coup d'État en février. **La Russie voit les militaires arméniens, dont elle a formé la majorité des chefs, comme un relais de son influence dans le pays** (*Russian International Affairs Council*, 9 mars 2021).

N. Silaev, du MGIMO, et A. Ataev, politologue (sans affiliation connue), estiment que **l'Arménie aurait besoin de la médiation de ses voisins afin d'affronter cette crise politique**. L'élite politique est incapable de résoudre ses contradictions et de restaurer la confiance de la population. La Russie, expérimentée dans le règlement de situations similaires et entretenant de bonnes relations avec les différentes parties, pourrait se révéler un médiateur efficace. (*Izvestia*, 13 mars 2021).

Moyen-Orient

Selon I. Kramik, de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (IMEMO), la dégradation des relations américano-saoudiennes et la remise en cause de certains contrats d'armements qui en découle offrent à Moscou l'opportunité de renforcer sa coopération militaro-technique avec Riyad. **En particulier, l'Arabie saoudite pourrait être intéressée par des systèmes d'armes russes peu coûteux, mais efficaces dans les conflits locaux** dont celui du Yémen : systèmes de défense antiaérienne de courte à moyenne portée, chars T-90, hélicoptères de combat, systèmes d'artillerie. En revanche, des ventes de S-400 ou d'avions de combat, politiquement sensibles et relativement inutiles au Royaume, semblent peu probables. En matière de géopolitique régionale, **ce rapprochement pourrait envoyer un signal à Téhéran**, dont beaucoup, à Moscou, souhaiteraient pondérer une influence régionale excessive et peu constructive (*Kommersant*, 5 mars 2021).

Points clés

- La Russie tente de renforcer ses relations avec les monarchies du Golfe à l'heure où celles-ci se rapprochent de Damas et où l'influence de Moscou sur Assad s'est affaiblie.

- Malgré l'échec de ses « paris » successifs en Libye, la Russie pourrait se maintenir durablement dans ce pays, mais elle doit pour cela intensifier ses relations avec les différentes forces politiques et officialiser la présence de ses SMP et instructeurs.

Pour A. Choumiline, expert du Moyen-Orient à l'Académie des sciences, **la tournée du ministre des Affaires étrangères Lavrov au Moyen-Orient s'inscrit dans un contexte de rapprochement entre le régime syrien et les monarchies du Golfe** (qui souhaiteraient réintégrer Damas dans la Ligue arabe), et d'une réduction de la dépendance d'Assad à l'égard de Moscou. Moscou cherche à redorer son image dans le Golfe, notamment en mettant en place une plateforme de dialogue autour du Qatar et de la Turquie (parallèlement au format d'Astana). Ces manœuvres diplomatiques risquent cependant de créer des tensions avec l'Iran (*Nezavissimaïa Gazeta*, 13 mars 2021).

A. Mardassov et K. Semenov, experts du *Russian International Affairs Council*, estiment que le maréchal Haftar, longtemps soutenu par Moscou, n'est plus crédible comme président potentiel de la Libye. En outre, la désignation de M. al-Menfi et d'A. Dbeibeh à la tête du gouvernement intérimaire constitue une surprise pour la Russie. Il convient cependant de relativiser l'échec des paris de Moscou, qui a su multiplier les contacts pour s'assurer d'avoir un interlocuteur direct à l'issue de l'élection présidentielle du 24 décembre. **L'urgence pour la Russie consiste désormais à légitimer sa présence politique et sécuritaire en Libye.** Moscou aurait intérêt à conclure rapidement des accords, au moins avec les chefs de l'est du pays, permettant d'officialiser la présence de ses « instructeurs civils » auprès des militaires (sur le modèle centrafricain). Il faudrait également légaliser la présence des sociétés militaires privées (SMP) russes en leur confiant la sécurisation de sites pétroliers. En tout état de cause, même en cas de règlement du conflit sous l'égide de Washington, Moscou s'efforcera de jouer sur les mécontentements pour maintenir son influence (*Riddle*, 8 mars 2021).

Asie

Pour A. Maslov, de l'Institut de l'Extrême-Orient, **le durcissement de la position américaine renforce l'importance du partenaire russe pour Pékin.** En particulier, la Chine aura besoin de Moscou pour contourner le dollar dans les transactions (pour rappel, le commerce bilatéral russo-chinois dépasse 100 milliards de dollars par an) (*Nezavissimaïa Gazeta*, 22 mars 2021).

*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), ministère des Armées.